

**STEP.** Le projet de gazoduc censé traverser le Roussillon est-il éco-compatible ?

# « Le gaz aura sa place dans la transition énergétique »

**L**e projet de gazoduc controversé, qui traverserait les Pyrénées-Orientales et l'Aude, a franchi un nouveau palier. Les réunions publiques organisées par la société TIGF, qui souhaite implanter, d'ici 2022, un tuyau de 120 km entre la frontière espagnole et Barbaira, non loin de Carcassonne, sont terminées. L'entreprise organisera deux réunions de clôture de la concertation, le 22 janvier à Perpignan et le 23 à Narbonne. Elle devrait annoncer le tracé retenu parmi les quatre options envisagées d'ici fin février. Le coût prévisionnel des travaux est estimé à 290 millions d'euros. Le point sur la situation avec le responsable du projet pour TIGF, Michel Boche.

## Comment s'est passée la concertation ?

En tout, nous avons organisé quatorze réunions, dont sept étaient ouvertes à tous et sept autres destinées aux élus et aux responsables associatifs. Au total, 260 personnes ont participé à la concertation. La garante de la commission nationale du débat public devrait rendre son rapport en février.

## « Changer les énergies vertes en méthane »

### Quel est le bien-fondé de ce projet ?

C'est un projet d'interconnexion gazière entre la France et l'Espagne (la partie espagnole de STEP, portée par Enagas, part du nord de Barcelone, NDLR). Il vise à répondre à des besoins de sécurisation énergétique

L'INDEPENDANT  
LUNDI 5  
25 DÉCEMBRE 2017



► Le responsable du projet pour la société TIGF, Michel Boche.

M.C.

Mais, nous voulons aussi que ce projet bénéficie aux territoires concernés. C'est pourquoi nous avons lancé une étude, avec Grdf, pour voir si on peut raccorder de nouvelles communes rurales au réseau lors des travaux. On veut améliorer le maillage existant, tout en répondant à la demande en gaz, qui augmente. Afin de devenir une région à énergie positive d'ici 2050, la région Occitanie prévoit par exemple de faire passer la part du gaz dans le mix énergétique de 16 % à 23 %.

**Justement, vos opposants assurent que ce projet de gazoduc ne va pas dans le sens de la transition**

### énergétique...

Demain, le gaz aura une place importante dans la transition énergétique. On va vers les énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque) et on aura besoin de nos canalisations pour transporter cette énergie. Le problème qui se pose aujourd'hui est celui du stockage du surplus d'énergie renouvelable produit (par exemple en été) pour pouvoir l'utiliser quand on en a besoin (en hiver...). L'un des moyens est de transformer cette énergie verte en méthane de synthèse par le biais de réactions chimiques.

### Que répondez-vous à ceux qui craignent l'impact du chantier du gazoduc sur l'environnement ?

Là où on passe, la nature reprend ses droits. Les vignes sont replantées et les prairies reviennent. En ce qui concerne les Albères, on essaie d'imaginer un tracé courbe de manière à ce qu'il n'y ait pas d'impact visuel direct. Il y a aussi quelques inquiétudes sur la façon dont nous allons traiter l'eau. Nous allons rencontrer des experts locaux et discuter avec les maires et les agents de l'Office national des forêts (ONF) pour voir si ces craintes sont fondées.

Recueilli par A. Andreu

## Ils demandent l'annulation de la concertation

Le Collectif contre le projet de gazoduc transfrontalier est tout sauf satisfait du déroulement de la concertation. « Elle a surtout porté sur la définition du tracé et pas du tout sur l'opportunité d'un tel projet, déplore l'un des membres du collectif, Éric Le Balier, d'Alternatiba66. Or, c'est justement le fait de repartir pour cinquante ans d'énergie fossile que nous contestons. Nous attendons l'étude indépendante sur l'analyse coût-bénéfice du projet qui doit bientôt sortir. Définir le tracé avant que cette étude soit parue nous apparaît comme un coup de force. » Fort de ces arguments, le collectif a envoyé une lettre à la garante de la commission nationale du débat public pour lui demander d'annuler la concertation publique. L'argument de TIGF concernant le « Power to gas » (le stockage du surplus d'énergie renouvelable sous forme de gaz) ne convainc pas les opposants. « La dernière étude effectuée par l'Agence de

l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) sur le sujet souligne que le réseau de gaz existant suffit pour stocker l'énergie renouvelable produite à des moments où on n'en a pas besoin, s'énerve Claude Bascompte, des Amis de la Terre. L'argument de TIGF ne tient pas. Concernant l'acheminement de biogaz, mis en avant par l'entreprise, celui-ci a selon nous vocation à être consommé localement. Il n'y a pas besoin d'un grand tuyau d'interconnexion pour ça. »

Pour ce qui est de l'impact du chantier sur les paysages aussi, le collectif persiste et signe. « La forêt des Albères va être mise à mal, prédit Claude Bascompte. Il faudra faire une saignée de 30 mètres de large pour enterrer le tuyau et on ne pourra rien replanter sur 10 mètres une fois qu'il sera en place. Ça va être une cicatrice indélébile. »

SUITE DE L'ARTICLE DU 25 DÉCEMBRE « LE GAZ AURA SA PLACE DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »

P05CT-1

L'INDEPENDANT  
LUNDI  
25 DÉCEMBRE 2017

PYRÉNÉES-ORIENTALES

## Projet de gazoduc : parole à la défense

PAGE 5

ÉNERGIES

## Le projet de gazoduc ressort des cartons

Le très controversé projet de gazoduc, qui vise à interconnecter les réseaux de gaz français et espagnol en passant par l'Aude et les Pyrénées-Orientales, vient de ressortir des cartons. Ceci sous un nouveau nom aux consonances anglo-saxonnes : South transit east Pyrénées (STEP). Un projet prévu pour 2022 et qui impacterait jusqu'à 92 communes (44 dans l'Aude et 48 dans les Pyrénées-Orientales). Le tout pour un coût prévisionnel de 290 millions d'euros.



La zone où pourrait passer le futur gazoduc s'étend sur plus de 1 000 km<sup>2</sup>.

Photo D.R

L'INDEPENDANT  
VENDREDI  
29 DÉCEMBRE 2017

3

# ÇA Y EST, C'EST 2018 !

L'INDEPENDANT  
LUNDI  
1 JANVIER 2018

3

J'AI L'IMPRESSION  
QUE CERTAINS  
PROBLÈMES VONT  
DÉBORDER...



## ENVIRONNEMENT DANS LES P.-O.

### Gazoduc, éoliennes : ces projets au cœur de 2018

Les défenseurs locaux de l'environnement auront fort à faire cette année. Plusieurs gros projets industriels, potentiellement impactants pour la faune, la flore et/ou le cadre de vie,

sont dans les tuyaux. Focus sur les plus emblématiques d'entre eux. Au premier rang de ces dossiers controversés : la série de projets de parcs éoliens à l'étude dans les Aspres. Les

communes de Fourques, Caixas, Brouilla et Banyuls-dels-Aspres sont notamment concernées. Cependant, le projet le plus avancé semble être celui portant sur le village de Passa. La société Elements souhaite implanter six éoliennes de 130 mètres de haut dans les environs de la chapelle Saint-Luc, à 2,3 km au sud du bourg. L'entreprise devait déposer sa demande d'autorisation en préfecture le mois dernier. L'enquête publique devrait se dérouler dans l'année.

#### ■ Une odeur de gaz à l'est des Pyrénées

Deuxième dossier appelé à faire des vagues cette année : celui du projet de gazoduc transfrontalier STEP, qui vise à interconnecter la France et l'Espagne (de Barcelone à la station de compression de Barbaira, dans l'Aude) en pas-

sant par les Pyrénées-Orientales. Le coût du chantier est estimé à 290 millions d'euros pour sa seule partie française. Débutée en novembre, la concertation autour du projet s'achèvera fin janvier. Cependant, les opposants au tuyau, réunis au sein du collectif contre le gazoduc transfrontalier, réclament l'annulation de cette concertation, qui n'a selon eux pas abordé la question du bien-fondé de l'infrastructure. La société TIGF, qui porte le dossier côté français, devrait dévoiler à la fin du mois de février le fuseau choisi pour faire passer le gazoduc. Les études préalables se poursuivront tout au long de l'année. L'enquête publique devrait se tenir en 2020. Si tout se passe comme prévu, la mise en service de la canalisation est annoncée pour le quatrième trimestre 2022.

Arnaud Andreu

L'INDEPENDANT  
LUNDI  
1 JANVIER 2018